

DIOGO FAIA FAGUNDES : *FIN D'UN CYCLE EN AMERIQUE LATINE*

CONTEXTE

Afin de nous situer dans le contexte latino-américain et caribéen, faisons un **bref résumé** des événements politiques les plus récents.

Venezuela

Le 3 janvier 2026, le président vénézuélien Nicolás Maduro et son épouse, la députée Cilia Flores, ont été enlevés lors d'une opération militaire américaine. Il s'agit de l'aboutissement d'une **politique de harcèlement et d'encerclement** menée depuis septembre 2025 contre ce pays des Caraïbes, impliquant le naufrage de navires sous prétexte de lutter contre le trafic de drogue. L'accusation portée par la procureure générale des États-Unis, Pam Bondi, concernant un réseau international de trafic de drogue dirigé par Maduro, est en contradiction avec les actions de Donald Trump : il a récemment accordé une grâce présidentielle à l'ancien président du Honduras, Juan Orlando Hernández, condamné pour trafic de cocaïne.

Le harcèlement du Venezuela n'est pas récent. Les États-Unis avaient participé à la tentative manquée de coup d'État contre Hugo Chávez en 2002, en plus d'avoir exercé pendant de nombreuses années une politique d'ingérence – dont la base institutionnelle a été établie, sous **le gouvernement Obama**, par le classement officiel du Venezuela comme « *menace pour la sécurité nationale des États-Unis* » (!!!) – fondée sur des sanctions économiques, le vol des réserves étrangères, le gel des avoirs, l'exclusion du système de paiement international et d'autres mesures visant à renverser le chavisme (nom donné au mouvement lancé sous la direction d'Hugo Chávez), profitant de la grave crise économique qui a débuté en 2014, lorsque la chute du prix du pétrole, conjuguée à une mauvaise gestion économique, a conduit le pays à un recul important des acquis sociaux obtenus depuis la première victoire présidentielle de Chávez.

La nouveauté réside dans **la méthode**, qui n'avait jusqu'alors été utilisée que dans de petits pays d'Amérique centrale, comme dans le cas de l'enlèvement de Manuel Noriega au Panama en 1989. Le message est clair : tout projet de souveraineté nationale contraire aux intérêts des États-Unis est menacé en Amérique latine. Comme aucun État de la région ne dispose d'une force militaire capable de dissuader les ambitions des États-Unis, l'instabilité extrême est le résultat direct de cette nouvelle posture de l'impérialisme américain, consacrée dans sa **nouvelle stratégie de sécurité nationale**, publiée en décembre 2025.

Ce document exprime clairement l'ambition de contrôler son « arrière-cour » dans l'hémisphère occidental, afin de barrer la route à la présence croissante de ses rivaux géopolitiques, en particulier la Chine (qui est devenue le principal partenaire commercial de l'Amérique latine), dans des territoires que les États-Unis considèrent comme stratégiques pour leur domination impériale.

Il s'agit d'une reprise de la « doctrine Monroe », élaborée au XIX^e siècle et visant à expulser les Européens de la région, avec une nouvelle touche : le « corollaire Trump ». Cela signifie que les ressources naturelles (telles que le pétrole abondant du Venezuela), ainsi que les routes commerciales et les infrastructures stratégiques, ne peuvent tomber entre les mains des ennemis des États-Unis.

Il s'agit d'un impérialisme pur et simple, d'un retour à la logique du jeu géopolitique des « grandes puissances » et de leurs zones d'influence. Cette fois-ci, même les arguments traditionnels de défense de la démocratie et des droits de l'homme, si souvent utilisés pour légitimer le harcèlement du Venezuela et de Cuba, n'ont joué aucun rôle rhétorique dans la légitimation de l'action militaire. **On ne fait plus semblant** de se soucier du droit international. Même l'accusation de trafic de drogue est si invraisemblable qu'on a l'impression que, cette fois-ci, on ne s'est pas donné beaucoup de mal pour inventer des prétextes susceptibles de persuader l'opinion publique – c'est comme une parodie absurde de

l'allégation des « armes de destruction massive » en Irak, au point que les États-Unis eux-mêmes ont cessé de parler du prétendu Cartel de los Soles, dont Maduro serait à la tête.

Cet « ordre international fondé sur des règles », construit après la guerre, avait été instrumentalisé pour favoriser les grandes puissances, étant utilisé comme prétexte ou ignoré selon les convenances politiques, mais cette fois-ci, **il n'y a plus de masque** : les États-Unis ont le droit d'utiliser la force comme bon leur semble parce qu'ils doivent défendre leurs intérêts, sans avoir besoin d'aucune justification fondée sur des valeurs prétendument universelles. C'est la **fin de l'ère du prosélytisme libéral**, dont le sens « missionnaire » avait donné l'illusion que des règles et des valeurs capables d'unifier le monde entier seraient le présupposé normatif du triomphe du capitalisme après la fin de la guerre froide.

Cependant, une grande interrogation subsiste quant à l'avenir du Venezuela. La voie choisie par les États-Unis n'a pas été celle du « changement de régime », comme en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie : le pouvoir politique et militaire reste entre les mains du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), le parti chaviste. Donald Trump et Marco Rubio, son secrétaire d'État, indiquent qu'ils gouverneront le Venezuela à distance, en imposant des échanges et des investissements favorables aux entreprises américaines, voire des clauses d'exclusivité, qui rappellent les accords coloniaux de l'époque où les métropoles européennes interdisaient à leurs colonies de commercer avec d'autres pays. Sera-ce aussi facile ? Le Venezuela est-il devenu un État fantoche, même avec le maintien du régime de gauche ? **Comment Maduro a-t-il pu être enlevé aussi facilement**, alors que le Venezuela dispose d'un système de défense antiaérienne moderne, d'origine russe ? Ce flou alimente les spéculations : Maduro a-t-il été trahi ? Était-il devenu un problème pour le maintien du régime ? Il est impossible d'en être certain pour l'instant, mais le discours officiel de la vice-présidente Delcy Rodríguez et des hauts dirigeants du chavisme (qui semblent unis) oscille entre **deux pôles opposés** : il dénonce l'enlèvement de Maduro (toujours considéré comme le président légitime) tout en temporisant avec les États-Unis.

Même si l'issue stratégique n'est pas claire, il est raisonnable de considérer qu'il y a eu, de la part de la gauche latino-américaine, **une défaite politique d'une ampleur historique considérable**. Le mouvement lancé par Hugo Chávez, après tout, se voulait un tournant radical dans la vie politique du sous-continent, car il visait à balayer toute l'ingérence historique des États-Unis et à accumuler des forces en vue d'un processus socialiste voire révolutionnaire. À son apogée, il a été un point de référence essentiel pour de nombreux militants et organisations politiques qui, face au triomphalisme de la « fin de l'Histoire », ont pu s'appuyer sur **les repères fournis par le chavisme** pour pratiquer une sorte de « contre-hégémonie » rebelle. Son prestige avait déjà été gravement affecté par la crise économique et les signes croissants de dégénérescence (comme les élections de 2024, sur lesquelles pèsent de nombreux soupçons de fraude, contrairement aux élections précédentes, ce qui a poussé même des alliés traditionnels, comme le Brésil de Lula, à prendre leurs distances), mais cette fois-ci, **le sentiment de « fin de cycle »** est encore plus fort. Le chavisme peut survivre en tant que principale force à la tête de l'État vénézuélien, mais il ne suscite plus les mêmes espoirs et aspirations d'un ordre radicalement différent. Les concessions faites aux États-Unis ne risquent-elles pas, après tout, de délégitimer la principale raison d'être du bolivarisme : son engagement anti-impérialiste inébranlable ?

À cela s'ajoutent deux défaites électorales importantes : au Chili, où un admirateur déclaré d'Augusto Pinochet (José Antonio Kast) a remporté la victoire, et en Bolivie. Ces **deux cas** sont **emblématiques**.

Chili

La victoire électorale de Gabriel Boric en 2021 était le fruit d'un long processus de révoltes contre l'héritage de la dictature militaire de Pinochet, laboratoire du capitalisme sauvage dont les alchimistes étaient les célèbres « Chicago boys », marqué par l'absence de sécurité sociale minimale et de services publics. Le mouvement étudiant avait déjà organisé de fortes révoltes en 2006 et 2011, mais c'est le « *stallido social* » (explosion sociale) de 2019 et 2020 qui a remis en question la structure de l'État héritée de Pinochet à partir de manifestations très larges, puissantes et avec des revendications claires, axées sur la création d'un État-providence.

Toute cette force populaire, canalisée vers les institutions, s'est dissipée après l'échec de la nouvelle Assemblée constituante à adopter une nouvelle Constitution. En fin de compte, la promesse de renouveau n'a pas réussi à dépasser les limites de la « *Concertación* », l'accord libéral de centre-gauche qui a dominé le paysage politique chilien depuis les années 1990 et a maintenu l'héritage privatisant de Pinochet. Ou plutôt, l'accord centriste a été « dépassé » par une droite pure et dure, suivant la vague présente

dans d'autres pays de la région – comme dans le cas de Javier Milei en Argentine. Une fois de plus, **les Latino-Américains sont les cobayes** des expériences les plus hétérodoxes de la droite mondiale.

Pourquoi ce revirement si spectaculaire ? Après tout, contrairement à d'autres manifestations qui ont enflammé la planète ces derniers temps, cette fois-ci, non seulement il y avait une orientation politique claire (une refondation de l'État allant à l'encontre des privatisations et de la mise au rebut des services publics), mais les élections ont également reflété le sentiment de la rue, tant lors de l'élection présidentielle que lors de l'élection de l'Assemblée constituante, à majorité progressiste. Il n'y a pas lieu ici de procéder à une évaluation systématique – après tout, nous n'avons pas participé de manière militante à ce processus –, mais, comme déjà mentionné dans d'autres articles de la revue ⁷, il convient de formuler l'hypothèse que **l'idéologie des mouvements sociaux a eu un coût**. Et celui-ci n'a pas été négligeable.

Le prétendu renouveau politique proclamé par Gabriel Boric et ses partisans reposait sur une combinaison très traditionnelle : les mouvements sociaux (fragmentés et sectoriels) font pression pour obtenir des revendications particulières, c'est-à-dire qu'ils mènent une « lutte sociale », tandis que les « politiciens » (c'est-à-dire les professionnels élus aux urnes) réalisent les réformes institutionnelles. Ce n'est pas fondamentalement différent de ce que l'on observe dans la gauche traditionnelle latino-américaine, à la différence près que, cette fois-ci, l'accent est moins mis sur le rôle traditionnel du parti visant à hégémoniser la société civile et l'État. Ce type de réformisme social-démocrate plus « moderne », c'est-à-dire avec moins de structures centralisées et plus d'espace pour la dispersion autonome des multiples mouvements, est encore plus incapable d'action transformatrice que la gauche traditionnelle. Alors que le Parti des travailleurs (PT) de Lula, au **Brésil**, s'ancrait dans l'organisation syndicale des ouvriers d'usine et du mouvement paysan, les mouvements sociaux actuels (féminisme, écologie) ont une base de classe beaucoup plus petite-bourgeoise. Si l'idée du PT ou des partis communistes traditionnels (comme le Parti communiste chilien, qui a participé au gouvernement Boric) était de canaliser la force sociale des mouvements vers une accumulation de forces capable de créer une hégémonie (dans l'esprit de Gramsci, très influent dans la gauche latino-américaine), l'exemple chilien actuel rejette toute la problématique politique du parti, qui devient une simple fédération électorale de tendances diverses. C'est l'idée de l'« autonomisme » : les partis politiques sont figés. Il en résulte un libéralisme organisationnel accru, facilitant la dispersion individualiste capturée par le crétinisme parlementaire et l'impuissance politique.

Loin d'un renouveau, nous avons donc une variante édulcorée des mouvements réformistes qui ont animé la gauche latino-américaine, désormais dépourvue de deux des thèmes centraux qui l'animaient depuis la lutte contre les dictatures militaires : la lutte des classes et l'anti-impérialisme.

Bolivie

En Bolivie, une division interne au MAS (le parti qui avait remporté les élections avec Evo Morales de 2006 à 2019) a été fatale à la tentative de réélection de Luis Arce. Ministre de l'économie d'Evo Morales, Arce a été élu en 2020, après le coup d'État de 2019 contre Evo. Au cours de son mandat, il a subi une tentative de coup d'État militaire qui a échoué et l'opposition de son propre parrain politique, qui a fondé un autre parti, totalement centralisé par son leadership (EVO Pueblo). La décomposition interne du MAS due aux querelles politiques (encouragées par le personnalisme) et l'échec électoral ont interrompu l'un des processus politiques les plus avancés du sous-continent, basé sur la mobilisation populaire et la souveraineté sur les riches ressources minérales du pays.

•

La gauche électorale de la région n'est toutefois pas morte. Le **Mexique**, un pays qui est resté immunisé pendant la vague de gauche des années 2000, est un cas tardif : Claudia Sheinbaum continue de jouir d'une grande popularité, ce qui est assez rare de nos jours. Gustavo Petro en **Colombie** (un autre pays qui a mis du temps à rejoindre la « vague rouge ») a de bonnes chances de faire élire son successeur, Ivan Cépéda. Lula est également favori pour être réélu cette année, malgré son âge avancé et la force persistante du camp fasciste, même après l'emprisonnement de Jair Bolsonaro, ce qui promet une élection très disputée.

⁷ Voir « L'idéologie des mouvements sociaux en Amérique latine » dans le numéro 4 : <https://longues-marches.fr/wp-content/uploads/2025/09/4-F-Fagundes.pdf>

Cependant, le sentiment de « fin de cycle » est fort. Les principales forces politiques qui ont dominé la gauche latino-américaine au cours des dernières décennies montrent des signes évidents de fatigue et de faiblesse vitale : le péronisme revitalisé par la famille Kirchner est affaibli, notamment après la condamnation pénale de Cristina Kirchner ; Lula n'a pas de successeur au sein d'un PT presque totalement intégré à l'ordre dominant ; Evo Morales s'est montré incapable de mener une transition et, surtout, le Venezuela chaviste, qui survivait même après l'effondrement économique, risque de devenir une néo-colonie des États-Unis.

Des cycles décennaux

La gauche en Amérique latine connaît **des cycles relativement homogènes**.

- Dans **les années 1980**, le climat politico-idéologique était celui de la lutte contre les dictatures militaires ;
- dans **les années 1990**, celui de la lutte contre le néolibéralisme ;
- dans **les années 2000**, celui des succès électoraux et des améliorations sociales, ainsi que de la perspective d'une unification continentale sous l'égide de la gauche ;
- dans **les années 2010**, celui des crises, des coups d'État et des divisions ;
- et dans **la décennie actuelle**, on assiste à une résistance défensive à l'appel d'une extrême droite jeune, inspirée d'un capitalisme radicalement libéral (ou « anarcho-capitaliste », l'idéologie qui a donné naissance à Javier Milei, l'actuel président de l'Argentine) et à des politiciens à tendance fasciste, responsables de la lutte contre le crime organisé par des méthodes brutales (comme Nayib Bukele, président du Salvador, qui est en train de devenir une source d'inspiration pour l'extrême droite de nombreux pays, dont le Brésil).

Au Brésil, par exemple, on a l'impression que Lula n'est qu'un gouvernement tampon qui a servi à freiner les ardeurs de Jair Bolsonaro, l'avenir étant encore très prometteur pour les jeunes figures héritières de l'aspirant dictateur, emprisonné pour ses aventures putschistes.

Dans ce contexte, **Cuba** est très vulnérable aux attaques de Donald Trump, qui a déjà proféré des menaces à plusieurs reprises (également contre le Mexique et la Colombie). L'étranglement économique de l'île s'est renforcé, rendant les conditions de vie très difficiles et aggravant l'immigration massive. Cette fois-ci, l'île risque même de se retrouver sans énergie, car elle dépendait du pétrole vendu par le Venezuela. La chute de l'État socialiste, qui, malgré tout, reste un symbole révolutionnaire, porterait un coup dur aux rêves de plusieurs générations, car depuis les années 1960, c'est l'expérience qui, pour le meilleur et pour le pire, sert de **phare** à ceux qui rêvent d'un monde alternatif au capitalisme dans la région. Sa pérennité, malgré la fin du bloc socialiste en Europe de l'Est, explique en partie pourquoi la gauche latino-américaine n'a pas été autant contaminée par les vices du reniement et de la résignation que ses homologues européennes.

Avant d'aborder les perspectives d'avenir de la gauche, analysons brièvement **l'expérience chaviste**, qui était, pour beaucoup, une sorte de modèle à atteindre en termes d'élan transformateur.

QU'EST-CE QUE LE CHAVISME ?

Le mouvement politique organisé autour d'Hugo Chávez a des racines anciennes. **Sa base sociale** d'origine **est composée d'officiers** de rang inférieur et intermédiaire qui nourrissaient un sentiment de révolte contre le système politique et économique vénézuélien, inspirés par le rôle révolutionnaire de héros de la lutte anti-impérialiste et populaire, tels que Simón Bolívar (le père de l'indépendance), Simón Rodríguez (le mentor philosophique de Bolívar) et Ezequiel Zamora (chef d'une insurrection paysanne au XIXe siècle). Ces noms forment **les « trois racines de l'arbre »** depuis la création du Movimiento Bolivariano Revolucionario-200 (MBR-200) en 1982.

Ce n'est pas une nouveauté en Amérique latine : le « tenentismo » au Brésil dans les années 1920 (un mouvement de révolte militaire, dont l'aile gauche s'est orientée vers le communisme, à l'instar de Luís Carlos Prestes, le plus grand leader du Parti communiste brésilien), ainsi que des expériences « bonapartistes de gauche », comme le cas de Juan Velasco Alvarado, président militaire du Pérou qui a mené

une réforme agraire populaire jusqu'à ce qu'il soit renversé par un coup d'État en 1975, ou encore Omar Torrijos au Panama, également responsable d'une réforme agraire. Alvarado et Torrijos ont tous deux eu une grande influence sur Chávez, notamment en transmettant l'idée que les militaires doivent s'allier aux masses populaires pour affronter les oligarchies corrompues. Cependant, les « vices d'origine » de la formation militaire n'ont pas manqué d'avoir des conséquences : le style de commandement vertical, le culte du chef et le volontarisme. Un phénomène similaire à des expériences dans d'autres coins de la périphérie capitaliste, comme le cas de Gamal Abdel Nasser en Égypte.

Ce qui a permis à ce **mouvement politique d'origine militaire** de prendre une ampleur nationale au-delà des casernes, c'est la révolte populaire connue sous le nom de « Caracazo », en 1989. Cette **révolte populaire spontanée** contre un ensemble de mesures économiques impopulaires (qui ont entraîné une augmentation du prix des transports publics en raison de la hausse des prix des carburants), sous forme de pillages et d'émeutes, a remis en cause le consensus étatique qui organisait le pays depuis 1958, le « Pacte de Punto Fijo », un accord formé par trois partis, à l'exclusion du parti communiste. Chávez et ses partisans ont organisé, en réponse à l'insurrection dans les rues, un coup d'État qui a échoué en 1992. Malgré ce fiasco, **son nom est devenu un symbole populaire**, et il est devenu la personnalité politique la plus aimée du pays, même en prison. Après avoir rebaptisé son MBR-200 en Mouvement de la Ve République (MVR) – visant à mettre définitivement fin à l'ancienne république et à refonder le pays sur les bases d'une nouvelle Constitution –, Chávez remporte les élections de 1998, obtenant la majorité politique pour une Assemblée constituante qui a approuvé une Constitution (ratifiée par la suite par référendum) qui confère de grands pouvoirs à l'exécutif (vidant en grande partie le législatif, désormais réduit à une seule chambre) et apporte des innovations, telles que l'instauration d'un nouveau modèle de démocratie, fondé sur la participation populaire au-delà de la période électorale. Ce **quatrième pouvoir, ancré dans les assemblées territoriales de base** (le « pouvoir communal »), devait en théorie permettre de dépasser le modèle parlementaire libéral traditionnel.

Il ne s'agit pas ici de raconter toute l'histoire du Venezuela de 1999 à aujourd'hui. Les événements les plus importants sont connus :

- coup d'État militaire manqué, soutenu par Washington, en 2002 ;
- lock-out des entreprises en révolte contre la perte du contrôle de PDVSA (la compagnie pétrolière nationale qui domine l'économie vénézuélienne) ;
- les innombrables élections remportées par le chavisme ;
- la grave crise économique à partir de 2014, déjà sous Maduro ;
- les sanctions et les blocus imposés par les États-Unis dans le but d'un « changement de régime » ;
- la reconnaissance du président autoproclamé (!) Juan Guaidó par les États-Unis et leurs vassaux occidentaux.

Notre intention ici n'est pas de faire une chronique détaillée, mais de souligner certains points pour dresser un bilan politique. Soulignons donc quelques éléments importants qui caractérisent les limites du projet chaviste.

1

Tout d'abord, il est important de noter que le mouvement de Chávez a toujours utilisé le terme « révolution bolivarienne » pour caractériser ses intentions. L'idée est qu'il serait possible de mener **une révolution pacifique (mais armée, puisqu'elle s'appuie sur un secteur militaire loyal)** par le biais d'élections.

C'est là un premier dilemme : est-il possible d'avoir une révolution qui ne frappe pas profondément les ennemis ? **Si nous parlons de révolution, ne parlons-nous pas aussi de contre-révolution ?** Comment résoudre ces conflits par les urnes et les parlements ? Une force révolutionnaire cède-t-elle pacifiquement son pouvoir à la réaction après avoir perdu une élection, au risque de voir toutes ses transformations annulées ? Cette tension a transformé la vie politique vénézuélienne en un éternel affrontement antagoniste, avec la menace permanente d'une **guerre civile latente**, jamais vraiment résolue, puisque l'opposition a conservé toutes les possibilités (en théorie) de renverser le cours des événements.

Chávez a toujours proclamé sa fidélité aux procédures électorales, acceptant la possibilité d'être évincé du pouvoir après une défaite électorale. Et, en effet, lors de la seule élection qu'il a perdue (une tentative de réforme plus radicale de la Constitution dans un sens socialiste), il a accepté sa défaite. Cependant, nous savons bien qu'une force politique, une fois installée au pouvoir au nom d'une révolution, a toutes

les raisons (notamment par crainte d'une violente revanche de ses opposants) de **ne pas vouloir céder le pouvoir à ses ennemis**, d'autant plus **dans un contexte d'embargo international**, ce qui explique que les procédures électorales vénézuéliennes, qui étaient parmi les plus fiables du continent (selon des organisations au-dessus de tout soupçon, comme l'ONG de Jimmy Carter), sont devenues exactement le contraire : il existe de forts soupçons de fraude électorale concernant les dernières élections.

Le problème est qu'à partir du moment où l'on légitime toute l'idéologie libérale-démocratique sur la politique (élections périodiques avec alternance des partis), il y a une grande démoralisation si le rituel électoral n'est plus respecté. Soit on prend au sérieux l'idée d'une révolution basée sur les urnes, soit on ne la prend pas au sérieux : **l'ambiguïté est mortelle** pour la légitimité du chavisme.

2

Le « socialisme du XXI^e siècle », théorisé par l'Allemand Heinz Dieterich comme une voie inédite pour la reconstruction d'un projet anticapitaliste (influençant même certaines forces politiques de la gauche européenne), a montré toutes ses limites. C'est **un vieux rêve**, cultivé depuis la social-démocratie allemande et ravivé après la guerre par le communisme européen, influencé notamment par la lecture réformiste d'Antonio Gramsci faite par le Parti communiste italien : transformons la société en une société post-capitaliste sans avoir à renoncer à la Constitution et au légalisme des parlements. Ou encore : un Chili de Salvador Allende, mais avec une fin heureuse.

Il s'avère que, quel que soit l'angle sous lequel on l'analyse, **le Venezuela n'a jamais réussi à dépasser la propriété privée et les mécanismes du marché**. Son économie reste extrêmement dépendante de l'extraction pétrolière. Il s'agit d'une **structure rentière et extrêmement improductive : l'addiction au pétrole** a empêché le pays de développer ne serait-ce qu'une économie agricole destinée à approvisionner le marché intérieur, sans parler d'une industrie à la production complexe. Il s'agit de problèmes chroniques, non résolus par la nationalisation du pétrole dans les années 1970, que le chavisme n'a pas réussi à surmonter. Dès que le prix mondial du baril de pétrole a chuté, après avoir connu des années de forte appréciation, l'économie vénézuélienne est devenue insoutenable.

Toutes les réalisations sociales notables, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et du logement, ont été soutenues non pas par un développement des forces productives, mais par une **dépendance aux recettes pétrolières, très volatiles et vulnérables** aux circonstances économiques. Toutes les tentatives visant à complexifier l'infrastructure productive vénézuélienne ont échoué en raison d'un **manque de capacité de planification stratégique, favorisé par des élections constantes** : rares sont les pays où l'on vote autant qu'au Venezuela. La nécessité d'obtenir des victoires électorales incessantes rend impossible toute stratégie à plus long terme, car toutes les recettes finissent par être consacrées à l'augmentation des programmes sociaux et au renforcement de la clientèle fidèle au chavisme, généralement composée des couches les plus pauvres de la population. **L'utilisation du pétrole à des fins sociales et même diplomatiques s'est avérée insoutenable.**

Pour aggraver la situation, la compagnie pétrolière PDVSA a commencé à subir des baisses de productivité avant même les sanctions. Cela s'explique en partie par le **départ des techniciens et des experts qui combattaient le chavisme** – la haute technocratie de l'entreprise publique a été l'un des principaux groupes d'opposition depuis le début. D'autre part, en raison de l'incapacité à équilibrer les tâches politiques et économiques : la construction nécessaire d'une structure technico-scientifique était minée par les objectifs électoraux du chavisme. Nous le répétons : **la mobilisation de l'économie pour les tâches électorales** entrave toute planification plus rationnelle de l'économie. C'est un dilemme qui, à certains égards, rappelle un vieux débat de l'histoire de la gauche : faut-il privilégier les « rouges » ou les « experts » ? ⁸, à la différence près qu'au Venezuela, l'économie est toujours restée capitaliste et **la politique toujours subordonnée aux conflits électoraux** avec une opposition représentant une bourgeoisie *compradore* jamais vaincue militairement.

3

Le mouvement dirigé par Hugo Chávez s'est toujours appuyé sur un style de leadership centralisé. Avec la conquête de la présidence, ce facteur s'aggrave : le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) est un appendice de l'État. Ses militants font partie d'un **réseau de clientèle étatique**, au sommet duquel se trouvent les militaires, y compris dans la gestion des entreprises économiques : il s'agit d'une loyauté

⁸ La révolution culturelle chinoise a adopté la formule « **rouge et expert** », tentant de combiner les deux qualités.

organisée par des liens étatiques. Il y a donc très peu de place pour la pensée critique et indépendante. Peu à peu, toute la gauche vénézuélienne est devenue servile envers l'État (ou bien persécutée), dans une version caricaturale des expériences du « socialisme réel ». Les militaires sont devenus la colonne vertébrale qui soutient l'État, avec de grandes opportunités commerciales à des fins d'enrichissement.

Mais qu'en est-il des mouvements de base ? Et du pouvoir communautaire ? Il existe sans aucun doute des expériences intéressantes : les « collectifs » sont des sortes de milices populaires auto-organisées et il existe des « communes » locales autogérées, dotées de pouvoirs policiers, administratifs et économiques. Cependant, ces initiatives ont tendance à **s'isoler territorialement**, incapables de gagner suffisamment d'ampleur et de ressources (notamment parce que leur financement dépend, dans une large mesure, des transferts de l'État) pour rendre possibles des projets plus solides. Ce sont ces initiatives d'organisation populaire, fortement politisées, qui constituent probablement l'héritage le plus précieux de l'expérience lancée par Chávez.



En fin de compte, le chavisme n'a pas réussi à surmonter les impasses qui caractérisent les politiques d'émancipation du XXe siècle, parmi lesquelles **la subordination de la politique à l'État** (et dans ce cas, il ne s'agit même pas d'un État issu de la destruction révolutionnaire de l'ancienne machine administrative !). Il a une valeur historique indéniable et sera difficilement surpassé par quelque chose de mieux dans un avenir proche (au contraire, la seule alternative politique réelle est une droite liée à Washington et avide de vengeance), mais il ne constitue plus aucun espoir révolutionnaire.

Il convient de rappeler que, depuis les années 1990, il existe une initiative appelée *Forum de São Paulo*, une structure organisationnelle de partage d'expériences et de stratégies créée sous la direction conjointe de Cuba et du Parti des travailleurs (PT), le parti de Lula au Brésil. L'un de ses principaux mentors, le défunt intellectuel brésilien Marco Aurélio Garcia, responsable de la politique étrangère du PT, envisageait une sorte de coordination stratégique entre toutes les gauches du sous-continent.

Que reste-t-il de ce rêve ? Le fascisme est toujours bien vivant au Brésil, l'extrême droite domine l'Argentine et le Chili, le Venezuela semble contraint de se plier à la volonté des États-Unis s'il veut survivre et Cuba est plus menacé que jamais. Il faut en conclure que **cette époque est révolue**, si nous voulons, le plus tôt possible, créer des alternatives nouvelles et viables, sans nous bercer d'illusions quant à une facile victoire sur le capitalisme par le simple biais d'une alternance électorale.

QUATRE TENDANCES ACTUELLES DE LA GAUCHE BRÉSILIENNE

Le rêve des ailes les plus avancées du PT au Brésil était que, grâce à une intensification de la lutte des classes, le pays se rapproche de la voie vénézuélienne : une réforme profonde des institutions afin d'obtenir l'hégémonie dans l'État, y compris dans les médias et les forces armées.

Aujourd'hui, il est impératif de constater que c'est le contraire qui s'est produit : la tendance dominante est à une **intégration croissante du PT dans l'ordre établi**, notamment avec le retour de Lula à la présidence après les élections de 2022 (voir l'article dans le deuxième numéro du magazine). Aucune des réformes de Temer et Bolsonaro n'a été annulée et le gouvernement Lula ne fait que **gérer un capitalisme brésilien de plus en plus libéral**. Il n'y a même plus l'horizon de « l'accumulation des forces » pour des « réformes structurelles », comme c'était le cas dans le passé : il s'agit simplement d'**empêcher le retour** du camp politique lié à Jair Bolsonaro, aujourd'hui emprisonné, mais dont le fils est candidat. **Un barrage de contention** qui sera un jour submergé par la force des eaux fascistes, d'autant plus que la gauche brésilienne ne dispose d'aucun leader populaire en dehors de Lula, qui se présentera pour la dernière fois en 2026.

Dans cette situation, comment les communistes doivent-ils agir ? Comment une nouvelle force politique d'orientation révolutionnaire peut-elle s'établir sans tomber dans le piège de l'adhésion au gouvernement de Lula ou dans celui d'une « opposition » hystérique ? À notre avis, **quatre tendances politico-idéologiques** se dessinent pour un scénario post-Lula inévitable.

1. Le social-libéralisme : un néolibéralisme à visage humain

Mais en quoi est-ce nouveau, après tout ? N'est-ce pas là l'orientation de Lula ?

Il y a une différence : Lula est un syndicaliste pragmatique (et non un néolibéral convaincu), qui arbitre diverses tendances, oscillant entre des compromis instables, car une aile de son parti nourrit encore des espoirs socialistes, voire révolutionnaires, en particulier les militants les plus proches de Cuba et du Venezuela (c'est notamment le cas du mouvement paysan MST, le Mouvement des travailleurs sans terre).

Il existe une réelle possibilité que cet équilibre se rompe à l'avenir, ouvrant la voie à une tendance clairement socio-libérale, cette fois plus idéologique que pragmatique, qui pourrait prendre le dessus au sein du parti (qui, à son tour, domine depuis des décennies toute la gauche brésilienne). Ainsi, le PT deviendrait quelque chose de très similaire à la social-démocratie européenne actuelle, **sans aucun lien majeur avec l'univers ouvrier et anti-impérialiste** qui sous-tend ses origines.

Les signes évidents de cette orientation plus édentée et docile proviennent principalement de l'actuel ministre des Finances, Fernando Haddad, un intellectuel issu du marxisme académique (un peu comme Fernando Henrique Cardoso, qui a été président dans les années 1990 et a consolidé le néolibéralisme dans le pays).

De toute évidence, cette voie n'est pas intéressante, car si elle se consolide, le PT perdra même les quelques aspects « menaçants » (pour la classe dominante) qu'il conserve encore.

2. Le national-développementalisme

Cette tendance idéologique, fondée sur l'idée d'un développement industriel accéléré sous la direction de l'État, a été très présente au Brésil dans les décennies 1930 à 1980. C'était l'orientation dominante tant à gauche (même le PCB, le Parti communiste brésilien, défendait la thèse selon laquelle l'étape de la révolution brésilienne impliquait le **développement accéléré du capitalisme**, afin de surmonter le prétendu « semi-féodalisme » agraire) qu'à droite (sous la dictature militaire de 1964-1985, par exemple). Elle est devenue **caduque** avec la plus grande intégration du Brésil aux marchés mondiaux à partir des années 1990.

L'exemple de la Chine

Aujourd'hui, cette vision connaît **une renaissance**, principalement grâce à **l'exemple de la Chine**, considérée comme un exemple beaucoup plus réussi que le Brésil **en matière de dépassement du « sous-développement »**.

Si la Chine, à partir de Deng Xiaoping, s'est inspirée du Brésil, aujourd'hui, **le mouvement est inverse** : des intellectuels qui se disent même communistes connaissent un grand succès avec des livres et des articles promouvant le pays asiatique comme **un phare du socialisme**.

Le problème est que non seulement le cas chinois repose sur un modèle politique complètement à l'opposé de la démocratie libérale brésilienne, mais qu'il s'est également appuyé sur des salaires bas (en raison d'une main-d'œuvre presque infinie provenant des campagnes) et sur l'absence de droits sociaux et du travail. Voulons-nous réduire les salaires de nos ouvriers et **démanteler le projet d'État-providence** construit à partir de la Constitution de 1988 ?

Quoi qu'il en soit, dans de larges secteurs de la gauche brésilienne nostalgiques des années de développement économique accéléré, on observe **une inspiration chinoise croissante**, souvent accompagnée d'une idéalisation du rôle des BRICS et du « Sud global » contre l'impérialisme américain, comme si la Russie et la Chine menaient les pays périphériques contre l'Occident. Cette tendance entre en collision avec les sociaux-libéraux, qui n'aiment ni l'État dirigiste ni l'idée de s'éloigner de l'Occident à partir d'un bloc contre-hégémonique, mais qui ne présente pas non plus de potentiel intéressant pour une orientation politique communiste, hormis la critique du libéralisme économique.

3. Le « néostalinisme »

Il existe également ce que l'on pourrait appeler le « néostalinisme ». Cette étiquette péjorative a été inventée par des intellectuels libéraux anticommunistes, mais, en ignorant sa connotation négative, nous pouvons la conserver pour désigner un groupe de jeunes intellectuels publics qui ont connu un grand succès – en particulier sur Internet – grâce à leur agitation et à leur propagande positive concernant les expériences socialistes du XXe siècle.

Il s'agit d'un phénomène impressionnant : les communicateurs qui défendent Staline sont des phénomènes publics, conquérant même l'audience d'artistes consacrés et populaires (Caetano Veloso, l'un des plus grands noms de notre musique populaire, a commencé à lire et à diffuser **Domenico Losurdo** grâce à cette propagande) ! Ce courant génère des intersections avec le national-développementalisme mentionné ci-dessus, en raison de l'accent mis sur le **développement économique accéléré via un État fort** et, parfois, également en raison de la vision positive de la Chine actuelle, défendue par Losurdo lui-même. Mais il ne s'agit pas d'un mouvement unanime, il existe de grandes divergences entre ses représentants, car une aile de ce néostalinisme récent est composée de personnes très influencées (voire excessivement...) par le Parti communiste grec (le KKE), un parti stalinien dur et opposé à la Chine.

Il s'agit d'un mouvement quelque peu ambigu : d'une part, il contribue à balayer les préjugés contre le communisme alimentés par toute la propagande capitaliste victorieuse après la fin de l'URSS – il est impressionnant de constater le nombre de jeunes « convertis » au communisme grâce à ces communicateurs numériques –, d'autre part, il se nourrit d'une nostalgie idéalisante et d'un fétichisme identitaire (comme si le communisme était une sorte d'esthétique tribale urbaine).

Est-il bon de démentir les calomnies qui assimilent Staline à Hitler ? Oui, mais d'un autre côté, un mouvement qui se base sur l'apologie de nombreuses erreurs et problèmes de l'URSS ne semble pas très prometteur. Le fait intéressant est que **le communisme**, en tant que référence idéologique et politique, **constitue aujourd'hui un pôle d'attraction majeur** pour la jeunesse étudiante et populaire. Cela montre qu'il y a de la place pour le radicalisme politique (dans le bon sens du terme), avec la remise en question de toute la structure politique et économique du capitalisme. Il est fort probable que certains de ces jeunes intellectuels publics du néostalinisme soient même élus députés lors des élections de cette année, ce qui ne laisse guère présager la création d'une nouvelle force révolutionnaire, mais constitue **un symptôme intéressant**.

Contrairement aux deux autres tendances énumérées ci-dessus, les néostalinistes ne cachent pas qu'ils n'envisagent pas un horizon de démocratie bourgeoise, mais plutôt de révolution et de **dictature du prolétariat** (malheureusement conçues en termes dogmatiques et dépassés, inspirées du socialisme d'État du XXe siècle), ce qui sert au moins à modifier l'éventail des alternatives dans l'opinion publique brésilienne.

4. L'autonomisme

Il s'agit d'un courant large qui englobe **à la fois des communistes et des anarchistes**, unis par leur rejet de la forme dominante du parti au XXe siècle. Ils s'inspirent d'expériences telles que l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) dans l'État mexicain du **Chiapas** et l'expérience kurde du **Rojava**, en Syrie. Ils ont été très actifs au début des manifestations de juin 2013, l'une des plus grandes mobilisations de l'histoire récente du pays. Il existe actuellement des expériences intéressantes, comme la *Teia dos Povos* (Réseau des peuples), une articulation de territoires autogérés par divers mouvements sociaux liés à la lutte pour la terre contre l'économie extractiviste et anti-écologique.

Cette tendance, cependant, a tendance à **fétichiser les formes d'organisation « horizontales »**, réduisant l'organisation politique à **une fédération générale de luttes sociales diverses**. Le rejet des formes traditionnelles de leadership et d'organisation a coûté cher en 2013, lorsque les manifestations ont été facilement récupérées par la droite anticomuniste en raison du culte de l'horizontalité. La critique de la forme-parti, au lieu de conduire à une organisation politique d'un nouveau type, a tendance à **régresser vers des positions anarchistes et spontanéistes**, ignorant les enseignements importants de Lénine, tels que la distinction entre conscience politique et revendication économiste.

Un autre élément présent au cœur de l'autonomisme est **la tendance au « localisme »** : des résistances isolées, très circonscrites territorialement, s'organisent **sans qu'aucune vision globale** ne parvienne à fournir un projet stratégique capable d'empêcher la fragmentation. Intellectuellement, ce courant se nourrit généralement de penseurs qui lui fournissent une théorie miroir, capable de tracer une image synthétique de ce qu'ils pensent et pratiquent déjà, au lieu de s'engager dans une réflexion autocritique : **une identification narcissique**. Quoi qu'il en soit, c'est dans les milieux autonomistes que l'on trouve une militance plus dévouée et plus combative, ainsi que plus en phase avec les mouvements les plus récents.

Ce tableau très schématique des tendances politico-idéologiques contemporaines nous sert de guide pour **façonner un nouveau champ politique**, ancré dans des expériences concrètes. C'est à l'**intersection** productive et **diagonale**, bien que conflictuelle, entre le néostalinisme et l'autonomisme, aussi improbable que cela puisse paraître, qu'un nouveau communisme brésilien pourrait avoir une chance de se constituer en force politique réelle. Pour cela, cependant, ils doivent expurger leurs affinités sélectives avec les deux autres tendances : les néostalinistes doivent se débarrasser du national-développementalisme dépassé (qui croit encore à une « bourgeoisie nationale » capable de jouer un rôle anti-impérialiste à ce stade ?) et reconnaître que nous ne résoudrons pas nos problèmes en idéalisant un passé soviétique (pour cela, le meilleur antidote est l'étude du courant maoïste et de la Révolution culturelle), tandis que les autonomistes doivent se débarrasser de tout trait d'anticommunisme qui pourrait les rapprocher des sociaux-libéraux, en plus de faire un véritable bilan des défaites de leurs propres références politiques (après tout, rien n'indique que le zapatisme se soit beaucoup développé au Mexique).

Cette connexion improbable entre « autoritaires » et « libertaires » ouvrira alors la voie à l'**émergence d'un nouveau communisme brésilien**, conservant à la fois l'affiliation aux classiques (Marx, Lénine, Mao) et la créativité nécessaire pour construire de nouveaux paramètres face aux problèmes non résolus par nos ancêtres.

Mais seule une mobilisation de masse patiente, menée actuellement par des militants communistes d'un nouveau type au sein de collectifs tels que l'**Espace Commun des Organisations**⁹, combinant enquêtes, élaboration intellectuelle et effort organisationnel, peut empêcher que cet attrait intellectuel de la jeunesse pour le communisme ne se dissipe. Si intéressante que puisse être la formation d'un nouvel élan communiste dans l'opinion publique, elle ne constitue pas en soi une politique. Comme nous l'avons dit dans le numéro 3 de la Revue¹⁰, il est vain de s'accrocher à d'anciennes formes d'organisation (telles que les anciens partis staliniens ou trotskistes) : la future organisation communiste d'un nouveau genre reste à naître.

Collaborons à cette tâche afin que cette période d'interrègne ne voie pas seulement la renaissance des forces fascistes, mais aussi l'émergence d'un nouveau champ politique communiste.

Comme toute tâche intellectuelle, la seule issue passe par l'étude, le travail et la discipline.

Au travail !

● ● ●

⁹ Voir <https://www.espacocomum.org/>

L'Espace commun des organisations est issu de l'ancien CEII (Centre d'études des idées et de l'idéologie), un groupe pionnier dans la diffusion des idées d'Alain Badiou à des fins militantes au Brésil. Ce collectif communiste collabore principalement avec le MCP (Mouvement des communautés populaires) et le *Teia dos Povos* (Réseau des peuples), une émanation du MST (Mouvement des travailleurs sans terre), à São Paulo et à Rio de Janeiro.

¹⁰ <https://longues-marches.fr/wp-content/uploads/2025/09/3-F-Fagundes.pdf>